



Stéphane Courbit,  
le 7 avril 2010, à Paris.  
PHOTO VINCENT NGUYEN,  
HINA PRESS.

Selon nos informations, l'ancien patron d'Endemol a, au moment de sa garde à vue en juin dans l'un des volets de l'affaire Bettencourt, rencontré trois fois l'ex-chef de l'Etat.

# Quand Stéphane Courbit voit un juge, il file chez Sarkozy

Par **VIOLETTE LAZARD**

Rien n'interdit à Nicolas Sarkozy d'avoir de bons amis ni de les recevoir dans son bureau. Mais, quand l'un d'entre eux est concerné par une procédure judiciaire dans laquelle le chef de l'Etat n'a jamais pu s'empêcher de mettre son nez, et qu'il lui rend visite trois fois à l'époque de sa garde à vue, les magistrats ont de quoi s'interroger. C'est ce que fait le juge d'instruction bordelais Jean-Michel Gentil, qui a découvert d'étranges rendez-vous entre Stéphane Courbit, ancien patron d'Endemol, et son ami proche Nicolas Sarkozy.

«SAISIE». D'après nos informations, le magistrat chargé de l'affaire Bettencourt, qui est la plus compromettante du quinquennat de Nicolas Sarkozy et devrait lui valoir une

convocation devant la justice dans les prochaines semaines, a relevé, suite à la perquisition dans les bureaux de l'ex-président, que «des documents font état de plusieurs rendez-vous avec Stéphane Courbit lors de la saisie». Ils montrent que l'homme d'affaires s'est rendu rue de Miromesnil les 4, 21 puis 29 juin 2012.

Pour mémoire, le 3 juillet, les magistrats avaient mené des perquisitions au domicile de Carla Bruni, dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement, dans l'ancien cabinet d'avocat de l'ex-chef de l'Etat ainsi que dans ses nouveaux bureaux, au 77, rue de Miromesnil. Ils cherchent à déterminer si la campagne électorale de Sarkozy de 2007 a pu être financée illégalement par l'héritière de L'Oréal. Et si ce dernier, une fois au pouvoir, a tenté de s'immiscer dans la procédure judiciaire.

C'est en décortiquant les agendas présiden-

tiel et personnel de l'ancien chef de l'Etat et en les croisant avec les grandes dates du dossier Bettencourt que les enquêteurs sont tombés sur le nom de Stéphane Courbit. C'est «une personne dont le nom apparaît dans la procédure», note le magistrat, soupçonnant que Stéphane Courbit ne s'est pas déplacé en tant que simple ancien voisin de Neuilly-sur-Seine ou ex-invité reconnaissant du dîner du

**C'est en décortiquant les agendas de l'ancien chef de l'Etat que les enquêteurs sont tombés sur l'ex-patron d'Endemol.**

Fouquet's au soir de la victoire de 2007. Car les dates de ces rendez-vous coïncident avec sa garde à vue, les 11 et 12 juin, dans les locaux de la brigade financière, où il était entendu pour des soupçons d'abus de faiblesse et abus de confiance envers la milliar-

daire. L'ex-chef de l'Etat reçoit donc ce protagoniste du dossier une première fois avant sa convocation par le juge, et deux fois après. «Sarkozy voulait peut-être renouer avec son ancien travail d'avocat et donner des conseils à son ami?» ironise une source proche du dossier. Ou chercher à connaître la teneur des questions posées par les enquêteurs et se renseigner sur l'avancée du dossier (1).

D'après plusieurs sources, le magistrat bordelais pourrait convoquer Stéphane Courbit pour en avoir le cœur net. Pour le moment, aucune date n'a été fixée. Contacté, son avocat n'a pas souhaité réagir. «Courbit et Sarkozy sont amis depuis des années, désamorce un membre de l'entourage du grand manitou des médias. Les rendez-vous peuvent très bien être purement amicaux. Si Sarkozy avait voulu se renseigner sur la procédure, il a

